

Bruxelles, le 9 février 2017
(OR. en)

6122/17

COPEN 36
EUROJUST 21
EJN 10

NOTE

Origine:	M. Lars Danielsson, Ambassadeur, Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne
en date du:	11 janvier 2017
Destinataire:	M ^{me} Christine Roger, directrice générale, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres - Notification de la Suède

Madame la Directrice générale,

J'ai l'honneur de notifier, au nom du gouvernement suédois, que, à compter du 19 décembre 2016, le parquet suédois est l'autorité compétente au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres dans les cas où la Suède est l'État d'émission.

(formule de politesse)

(sé.) Lars Danielsson

Services du gouvernement

Ministère de la justice
Suède

9 janvier 2017

Ju2016

M^{me} Christine Roger
Directrice générale
Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général
Rue de la Loi 175
1048 Bruxelles

Notification d'une modification de la législation nationale concernant l'autorité judiciaire

Compte tenu de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-452/16 PPU-Poltorak, la Suède a modifié sa législation nationale concernant l'*autorité judiciaire* (article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres) dans les cas où la Suède est l'état d'émission. En vertu de l'article 6, paragraphe 3, de la décision-cadre, le secrétariat général du Conseil est informé par la présente de ce qui suit.

À compter du 19 décembre 2016, le parquet suédois est l'autorité compétente au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres dans les cas où la Suède est l'État d'émission.

Les modifications ont été apportées sous la forme d'un décret, qui est entré en vigueur le 19 décembre 2016. En vertu de l'article 34, paragraphe 2, de la décision-cadre, les États membres doivent communiquer au Conseil et à la Commission le texte des dispositions. Le texte de ces dispositions est transmis à la Commission par l'intermédiaire de la base de données d'exécution MNE.

Tél. 08-405 10 00
Fax: 08-20 27 34
Site Internet: www.regeringen.se

Adresse postale: 103 33 Stocholm
Adresse de rue: Jakobsgatan 24
Courriel: ju.registrator@regeringskansliet.se